MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

DIRECTION GENERALE DU CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS

Sise Tour Arc 4e Etage

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès

DIRECTION GÉNÉRALE DU CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS

RAPPORT D'ACTIVITÉS

MAI 2017

SOMMAIRE

ABREVIATIONS

AVANT PROPOS DU DIRECTEUR GENERAL DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS

INTRODUCTION

1. Le critère de planification des marchés publics
2. Le critère de concurrence
3. Le critère des procédures exceptionnelles
4. Le critère issu du rapport gré à gré-concurrence
5. Le critère de validation des marchés

CONCLUSION

ANNEXES

ABREVIATIONS

AMI :	*Avis à Manifestation d'Intérêt*
ANO (AO) :	*Avis de Non Objection (Avis d'Objection)*
AOR (AONR) :	*Appel d'Offres National Restreint*
ARMP :	*Autorité de Régulation des Marchés Publics*
Ets Pub :	*Etablissement Public*
CEL :	*Consultation d'Entreprises Locale*
CFL :	*Consultation de Fournisseurs Locaux*
DAO :	*Dossier d'Appel d'Offres*
DGCMP :	*Direction Générale au Contrôle des Marchés Publics*
DP :	*Demande de Propositions*
FR :	*Fourniture*
FS :	*Formule Simplifiée*
INST :	*Institution*
MI :	*Ministère*
MO :	*Maître d'Ouvrage*
MOD :	*Maître d'Ouvrage Délégué*
PI :	*Prestations Intellectuelles*
TVX (W) :	*Travaux*

AVANT PROPOS DU DIRECTEUR GENERAL DU CONTRÔLE DES MARCHES PUBLICS

Durant ces deux dernières années, les opérations de passation, d'exécution ainsi que les paiements des marchés publics ont accusé un ralentissement sans précédent depuis la réforme de 2009.

La situation économique plutôt difficile que connait notre pays avec, notamment, la chute du prix du baril de pétrole, causant de sérieuses difficultés de trésoreries explique cette situation.

Nous avons là encore la preuve tangible selon laquelle les marchés publics dépendent essentiellement du comportement des finances publiques dont ils dépendent étroitement. Voilà pourquoi ils constituent l'un des leviers de l'action publique, en ce sens que selon que les finances publiques enregistrent une bonne santé, les marchés sont massivement passés pour exécuter les projets d'investissement public. Mais cet élan est remis en cause quand l'administration publique accuse des tensions de trésoreries.

Néanmoins, en dépit de cette circonstance, des opérations de passation et d'exécution des marchés ont été effectuées pendant l'année 2016, et la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) a été sollicitée pour émettre des avis, conformément au Décret n°2009-156 du 20 Mai 2009 portant code des marchés publics.

A cet effet, nous apprécions le niveau de performance auquel les maîtres d'ouvrage se sont hissés au regard des résultats issus de nos opérations de contrôle des procédures de passation enclenchées par ces derniers.

Ainsi, nous pouvons affirmer que les maîtres d'ouvrage ont tiré profit des conclusions portées sur la page 4 de nos rapports d'activités 2014 et 2015 par lesquelles nous encouragions des actions efficaces vis-à-vis de ces derniers, afin de permettre la consolidation et la pérennisation des acquis des acteurs concernés par les opérations de passation, d'exécution des marchés publics et délégations de service public.

Le présent rapport annuel d'activités de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics fait le point sur les opérations de contrôle *à priori* des marchés publics, à travers des indicateurs de performance bien précis.

Nous remercions les différentes administrations concernées par les opérations de passation des marchés pour leur collaboration avec la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics dans l'exécution des attributions qui lui sont dévolues.

C'est ici également l'occasion de remercier, en premier lieu, Monsieur le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public pour l'attention particulière qu'il porte à notre action.

Et enfin, l'ensemble du personnel de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics pour son dévouement au travers, en dépit des difficultés qui ont caractérisé cette année. Les résultats présentés dans ce rapport sont le fruit de ce travail dévoué.

Bonne lecture!

Dr Jean Didier ELONGO
Directeur Général du Contrôle des Marchés Publics

INTRODUCTION

Dans la mise en œuvre des opérations de passation, de contrôle et d'exécution des marchés publics, certains indicateurs sont souvent pris en compte pour apprécier le niveau de performance du système.

Ces indicateurs portent essentiellement sur les points suivants :

1. la planification des marchés publics,
2. la pratique de la concurrence,
3. le recours aux procédures exceptionnelles,
4. le rapport gré à gré-concurrence.

Les lignes qui suivent rendent compte de l'état de chacun de ces indicateurs.

1- La planification des marchés publics

En 2016, 37 plans de passation des marchés en été validés sur 76 attendus, ce qui correspond à un taux de validation de 48,68 %.

Ce nombre, en fonction des maîtres d'ouvrage, est réparti comme suit :

- 22 pour les départements ministériels,
- 9 pour les établissements publics,
- 3 pour les conseils municipaux, et
- 3 pour les conseils départementaux.

2- la pratique de la concurrence.

Sur ce volet, les analyses porteront sur :

2.1. La situation des dossiers d'appel d'offres (DAO) ou demandes de Propositions (DP), et

2.2. la situation des dossiers de marchés.

2.1. La situation des DAO et DP

Pour des motifs liés à la baisse du prix du baril de pétrole ayant entraîné de fortes réductions, voire des annulations des crédits alloués, notamment aux départements ministériels, le volume des DAO et DP soumis au contrôle en 2016 a connu une forte baisse, au regard du nombre des dossiers soumis au contrôle, tel que reporté pour l'année 2015.

En effet, pour 2015, le nombre de DAO et DP soumis pour validation était de 47, en 2016, contre 51, soit une légère hausse de 4 points.

Les tableaux (1et 2) ci-après donnent un aperçu de cette situation.

Tableau 1 : Situation des DAO et DP validés en 2016

Type des dossiers de passation/soumission	DAO		DP	Total général
	FR	TX	PI	
MI	**18**	**2**	**2**	**22**
Ministère de l'Aménagement du Territoire et Délégation Générale aux Grands Travaux	0	2	2	4
Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité	1	0	0	1
Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation, de la Jeunesse et de l'Education Civique.	3	0	0	3
Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation.	10	0	0	10
Ministère de la Santé et de la Population	4		0	4
MOD	**1**	**1**	**1**	**3**
Délégation Générale aux Grands Travaux	1	1	1	3
Total général	**19**	**3**	**3**	**25**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 3/ Obj AO*

Graphique 1 : Répartition des types de marchés par catégorie d'organe de passation en 2016

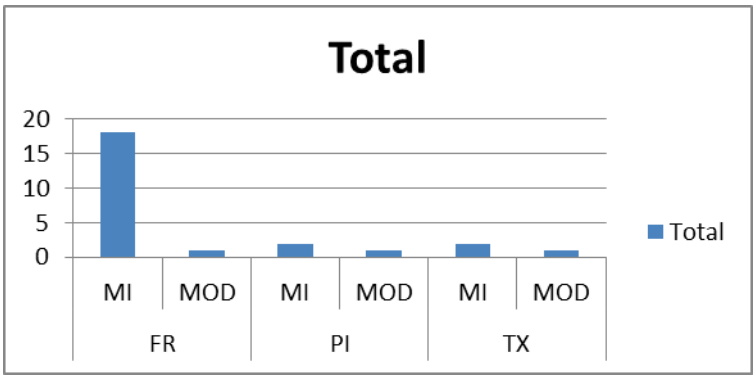


Tableau 2 : Situation des DAO et DP traités

Type des dossiers de passation/soumission	DAO		DP	Total	%
	Travaux	Fournitures	Prestations intellectuelles		
DAO et DP validés	3	19	3	**25**	49
DAO et DP non validés	15	7	4	**26**	51
Total	**18**	**26**	**7**	**51**	**100**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 3*

Seulement 25 dossiers de consultation ont été validés et seulement 5 ministères sectoriels sur les 35 que comptaient, jusqu'alors, cette catégorie de maîtres d'ouvrage, ont fait validé leur DAO/DP.

Le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation a été celui qui a soumis le plus grand nombre de DAO au contrôle *à priori* de la DGCMP, devançant largement la Délégation Générale aux Grands Travaux (DGGT) qui en a enregistré un total de 3 à raison d'un dossier par type de marché *(tableau 1).*

En même temps, il faut relever que le nombre de dossiers invalidés est de 26 sur les 51 soumis pour contrôle.

2.2. La situation des dossiers de marchés

Sur ce point, notre analyse portera sur deux points :

- les dossiers de concurrence soumis à la validation de la DGCMP (2.2.a), et
- les dossiers en cours d'approbation (2.2.b).

2.2. a. Les dossiers de concurrence soumis à la validation de la DGCMP

L'année 2016 présente un tableau marqué par un recul du volume des dossiers de marchés. En effet, le total des dossiers traités a été de 291 dont 258 validés, et 25 objectés ; ce qui, en valeur, correspond respectivement à :

- 288 030 954 460 FCFA,
- 258 725 883 610 FCFA, et
- 29 305 070 850 FCFA.

Ces chiffres sont, dans leur globalité, inférieurs à ceux de 2015 qui se répartissent en volume et en valeur de la manière suivante :

- Total des dossiers reçus : 310 pour 588 692 919 643 FCFA
- Part des ANO : 278 pour 577 383 312 899 F CFA, et
- Part des objections : 32 pour 11 309 606 744 F CFA.

2.2. b. Les dossiers en cours d'approbation

Les marchés en cours d'approbation sont les projets de marchés dont la procédure de passation y relative a été validée par la DGCMP, et transmis par la suite à l'approbation du Ministre des finances.

Cet indicateur n'est pas exhaustif de l'ensemble des projets qui devraient être soumis à l'approbation.

C'est ainsi que dans cet inventaire figurent des dossiers de marchés qui relèvent non seulement de l'année 2016, mais également des années antérieures à celle-ci.

Les tableaux 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 ci-après traduisent ces différentes données.

Tableau 3 : Répartition en volume des procédures validées par MO/MOD et type de marchés

Catégorie MO/MOD	Type de marchés			Total
	Travaux	Fournitures	Prestations intellectuelles	
Collectivités locales	24	0	0	**24**
Etablissement publics	0	1	0	**1**
Ministères	188	31	7	**226**
Délégation Générale aux Grands Travaux	13	0	2	**15**
Total	**225**	**32**	**9**	**266**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 4*

Tableau 4 : Répartition en volume des ANO accordés par catégorie de MO/MOD et mode de passation des marchés

Catégorie MO/MOD	Mode de passation			Total
	AON	AONR	CEL	
Collectivités locales	24	0	0	**24**
Etablissements publics	1	0	0	**1**
Ministères	225	0	1	**226**
Délégation Générale aux Grands Travaux	15	0	0	**15**
Total	**265**	**0**	**1**	**266**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 4*

Tableau 5 : Répartition en valeur des ANO accordés par catégorie de MO/MOD et type des marchés passés en 2016

Catégorie MO/MOD	Type de marchés			Total en F CFA
	Travaux	Fournitures	Prestations intellectuelles	
Collectivités locales	3 071 532 392	0	0	3 071 532 392
Etablissement publics	0	93 317 695	0	93 317 695
Ministères	76 448 027 427	8 532 471 449	1 275 853 459	86 256 352 335
Délégation Générale aux Grands Travaux	168 810 225 412	0	494 455 776	169 304 681 188
Total	**248 329 785 231**	**8 625 789 144**	**1 770 309 235**	**258 725 883 610**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 4*

Tableau 6 : Répartition détaillée en valeur et en volume de procédures validées par MO/MOD et type de marchés passés en 2016.

MO/MOD	FR		PI		TX		Total Nbre	Total Somme
	Nbre	Somme	Nbre	Somme	Nbre	Somme		
Conseil Municipal de Pointe-Noire	0	0	0	0	24	3 071 532 392	24	3 071 532 392
Délégation Générale aux Grands Travaux	0	0	2	494 455 776	13	168 810 225 412	15	169 304 681 188
Hôpital Général de Loandjili	1	93 317 695	0	0	0	0	1	93 317 695
Ministère de la Communication et des Medias	1	200 000 000	0	0	1	48 000 000	2	248 000 000
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	2	345 000 000	0	0	0	0	2	345 000 000
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion des Peuples Autochtones	0	0	0	0	2	400 000 000	2	400 000 000
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Délégation Générale aux Grands Travaux	0	0	7	1 275 853 459	178	75 504 313 886	185	76 780 167 345
Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi	3	300 000 000	0	0	0	0	3	300 000 000
Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, de l'Alphabétisation de la Jeunesse et de l'Education Civique	11	3 544 200 182	0	0	0	0	11	3 544 200 182
Ministère des Affaires Foncières et du Domaine Public	1	67 200 000	0	0	0	0	1	67 200 000
Ministère des Hydrocarbures	3	87 568 507	0	0	5	305 379 982	8	392 948 489
Ministère de la Santé et de la Population	9	3 788 502 760	0	0	1	90 344 009	10	3 878 846 769
Ministère de la Justice des Droits Humains et de la Promotion des Peuples Autochtones	1	200 000 000	0	0	0	0	1	200 000 000
Ministère des petites et moyennes Entreprise et de l'Artisanat	0	0	0	0	1	99 989 550	1	99 989 550
Total général	**32**	**8 625 789 144**	**9**	**1 770 309 235**	**225**	**248 329 785 231**	**266**	**258 725 883 610**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 4*

Tableau 7 : Les objections accordées en 2016 par MO en volume

MO/MOD	FR	PI	TVX	Total général
Délégation Générale aux Grands Travaux	0	2	7	9
Ministère de la Communication et des Medias, Chargés des Relations avec le Parlement	1	0	0	1
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion des Peuples Autochtones	0	0	1	1
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Délégation Générale aux Grands Travaux	0	0	5	5
Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, de l'Alphabétisation, de la Jeunesse et de l'Education Civique	4	0	0	4
Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi	0	0	1	1
Ministère du Plan et de l'Intégration	0	2	0	2
Université Marien Ngouabi	2	0	0	2
Total général	**7**	**4**	**14**	**25**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 8*

Tableau 8 : Situation des motifs d'objection accordés en 2016 en volume

MO/MOD	MOTIFS	FR	PI	TVX	Total général
S/Total Délégation Générale aux Grands Travaux		**0**	**2**	**7**	**9**
	Absence de dossier du candidat retenu	0	2	7	9
S/Total Ministère de la Communication et des Medias, Chargés des Relations avec le Parlement		**1**	**0**	**0**	**1**
	projet non inscrit dans le PAPM	1	0	0	1
S/Total Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion des Peuples Autochtones		**0**	**0**	**1**	**1**
	Absence du dossier d'appel d'offres, preuve de publication, des rapports d'évaluation des offres, des procès-verbaux d'attribution provisoire des marchés, et des soumissions de tous les candidats ayant concouru à ces appels d'offres.	0	0	1	1
S/Total Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Délégation Générale aux Grands Travaux		**0**	**0**	**5**	**5**
	Absence de la lettre de soumission, du formulaire de renseignement sur le candidat, de la preuve de la capacité financière de la liste du personnel affecté au chantier ainsi que matériel	0	0	1	1
	Absence des offres de tous les candidats ayant concourus à cet appel d'offres	0	0	1	1
	Absence du rapport d'évaluation	0	0	1	1
	Non-respect de la procédure	0	0	2	2

S/Total Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, de l'Alphabétisation, de la Jeunesse et de l'Education Civique		**4**	**0**	**0**	**4**
	Absence de l'attestation de capacité financière dûment délivrée par une institution financière reconnue par le ministère des finances	2	0	0	2
	Absence des expériences	1	0	0	1
	L'offre non conforme par rapport aux prescriptions du DAO	1	0	0	1
S/Total Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi		**0**	**0**	**1**	**1**
	Absence du PPM	0	0	1	1
S/Total Ministère du Plan et de l'Intégration		**0**	**2**	**0**	**2**
	Absence des éléments de la procédure	0	2	0	2
S/Total Université Marien Ngouabi		**2**	**0**	**0**	**2**
	Violation des dispositions de l'article 94 alinéa 6	2	0	0	2
Total général		**7**	**4**	**14**	**25**

Source : DGCMP Cf. Annexe 8

Tableau 9 : Situation des objections par valeur de marchés accordées en 2016

Nombre par total des types de marchés	Fourniture	Prestations Intellectuelles	Travaux	Total en F CFA
25	**1 188 390 689**	**775 765 328**	**27 340 914 833**	**29 305 070 850**

Source : DGCMP Cf. Annexe 8

Tableau 10 : Répartition des marchés en cours d'approbation par catégorie de MO en volume

Catégorie MO/MOD	Type de Marché		Total
	Travaux	Fournitures	
Ministères	0	2	**2**
Etablissements publics	19	47	**66**
Total	**19**	**49**	**68**

Source : DGCMP Cf. Annexe 6

Tableau 11 : Répartition des marchés en cours d'approbation par catégorie de MO en valeur

Catégorie MO/MOD	Type de Marché		Total
	Travaux	Fournitures	
Ministères	0	400 000 000	400 000 000
Etablissements publics	6 755 888 520	9 610 988 919	16 366 877 439
Total	**6 755 888 520**	**10 010 988 919**	**16 766 877 439**

Source : DGCMP Cf. Annexe 6

3- Le recours aux procédures exceptionnelles

Les procédures exceptionnelles portent sur l'appel d'offre restreint (avec ou sans réduction des délais), et à l'entente directe.

D'ores et déjà, 2016 n'a pas enregistré d'avenants à un quelconque marché, ce qui fait que ce volet ne fera l'objet d'aucun commentaire.

Aussi, ainsi que le montre le tableau 4 ci-dessus, 2016 n'a pas non plus connu de procédure se rapportant à l'appel d'offres restreint.

Quant aux autorisations spéciales, il faut observer qu'en dépit du fait que le recours à ce mode exceptionnel de passation des marchés a été moins fréquent par rapport à 2015, sa valeur a été néanmoins très importante.

En effet, en volume comme en valeur, nous avons plutôt :

Pour 2015, 28 demandes d'autorisation spéciales toutes validées, correspondant en valeur à 142 286 169 361 F CFA ; tandis que pour 2016, 28 demandes d'autorisations spéciales pour 1 214 049 620 664 FCFA, à raison de 17 validées pour 1 210 976 209 499 FCFA et 11 objectées pour 3 073 411 165 FCFA. Les tableaux 12, 13, 14, 15 et 16 ci-dessous nous donnent une illustration des situations de gré à gré en 2015.

Tableau 12 : Les autorisations spéciales par type de marchés en volume délivrées en 2016

Catégorie MO/MOD	Type de marché			Total général
	FR	PI	TX	
Délégation Générale aux Grands Travaux	1		7	8
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	1			1
Ministère de la Santé et de la Population	1	4		5
Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement Local			1	1
Primature	C		1	1
Société Nationale de Distribution d'Eau	1			1
Total général	**4**	**4**	**9**	**17**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 7*

Tableau 13 : Les autorisations spéciales par type de marchés en volume et en valeur délivrées en 2016

Catégorie MO/MOD	FR		PI		TX		Total Nbre	Total Somme
	Nbre	Somme	Nbre	Somme	Nbre	Somme		
Délégation Générale aux Grands Travaux	1	1 473 885 355	0	0	7	1 207 167 491 415	8	1 208 641 376 770
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	1	178 350 000	0	0	0	0	1	178 350 000
Ministère de la Santé et de la Population	1	160 756 400	4	231 878 000	0	0	5	392 634 400
Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement Local	0	0	0	0	1	37 638 657	1	37 638 657
Primature	0	0	0	0	1	1 521 429 672	1	1 521 429 672
Société Nationale de Distribution d'Eau	1	204 780 000	0	0	0	0	1	204 780 000
Total général	**4**	**2 017 771 755**	**4**	**231 878 000**	**9**	**1 208 726 559 744**	**17**	**1 210 976 209 499**

Source : DGCMP *Cf. Annexe*

Tableau 14 : Les motifs des autorisations spéciales par MO/MOD et type de marchés en volume et en valeur

MO/MOD	Motifs	FR		PI		TX		Total Nbre	Total Somme
		Nbre	Somme	Nbre	Somme	Nbre	Somme		
S/Total Délégation Générale aux Grands Travaux		**1**	**1 473 885 355**	**0**	**0**	**7**	**1 207 167 491 415**	**8**	**1 208 641 376 770**
	Intérêt stratégique de l'Etat	0	0	0	0	1	1 037 991 000 150	1	1 037 991 000 150
	Nécessité de poursuivre avec le même prestataire	0	0	0	0	1	89 877 760 983	1	89 877 760 983
	Spécificités techniques technique de la fourniture objet de la commande	1	1 473 885 355	0	0	0		1	1 473 885 355
	Spécificités techniques technique des travaux à réaliser	0	0	0	0	2	30 061 452 393	2	30 061 452 393
	Urgence non prévue par le maître d'ouvrage ne permettant pas de respecter les délais prévus par les procédures d'appel d'offres	0	0	0	0	3	49 237 277 889	3	49 237 277 889
S/Total Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat		**1**	**178 350 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**178 350 000**
	Urgence non prévue par le maître d'ouvrage ne permettant pas de respecter les délais prévus par les procédures d'appel d'offres	1	178 350 000	0	0	0	0	1	178 350 000
S/Total Ministère de la Santé et de la Population		**1**	**160 756 400**	**4**	**231 878 000**	**0**	**0**	**5**	**392 634 400**
	Urgence non prévue par le maître d'ouvrage ne permettant pas de respecter les délais prévus par les procédures d'appel d'offres	1	160 756 400	4	231 878 000	0	0	5	392 634 400
S/Total Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement Local		**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**37 638 657**	**1**	**37 638 657**
	Impérieuse motivée par des circonstances de force majeure ne permettant pas de respecter les délais d'appel d'offres	0	0	0	0	1	37 638 657	1	37 638 657
S/Total Primature		**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1 521 429 672**	**1**	**1 521 429 672**
	Urgence non prévue par le maître d'ouvrage ne permettant pas de respecter les délais prévus par les procédures d'appel	0	0	0	0	1	1 521 429 672	1	1 521 429 672

	d'offres								
S/Total Société Nationale de Distribution d'Eau		**1**	**204 780 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**204 780 000**
	Spécificités techniques technique de la commande	1	204 780 000	0	0	0	0	1	204 780 000
Total général		**4**	**2 017 771 755**	**4**	**231 878 000**	**9**	**1 208 726 559 744**	**17**	**1 210 976 209 499**

Source : DGCMP *Cf. Annexe 7*

Tableau 15 : Les objections émises aux autorisations spéciales par type de marchés en volume et en valeur en 2016

MO	Fournitures		Travaux		Total général	
	Nbre	Somme	Nbre	Somme	Nbre	Somme
Conseil Départemental du Pool	0	0	1	0	1	0
Commune de Brazzaville	1	14 767 380		0	1	14 767 380
Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique	0	0	1	233 500 000	1	233 500 000
Ministère de la Santé et de la Population	0	0	3	1 362 350 797	3	1 362 350 797
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	0	0	2	145 000 000	2	145 000 000
Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et de l'Alphabétisation	2	282 290 214		0	2	282 290 214
SOPRIM	0	0	1	1 035 502 774	1	1 035 502 774
Total général	**3**	**297 057 594**	**8**	**2 776 353 571**	**11**	**3 073 411 165**

Tableau 16 : Etat général des demandes d'autorisation spéciales accordées en 2016

Autorisations spéciales	Nombre	Total en F CFA
Demandes d'autorisation spéciale validées	17	1 210 976 209 499
Demandes d'autorisation spéciale objectées	11	3 073 411 165
Total général	**28**	**1 214 049 620 664**

Source : DGCMP Cf. Annexe 5

4- Le rapport gré à gré/concurrence.

Les observations faites sur ce chapitre s'apprécient par rapport aux tableaux 17, 18 et 19 ci-après.

Tableau 17 : Aperçu général sur le rapport gré à gré/concurrence en volume au cours de 2016

Mode de passation	Total projet engagés	Total ANO	%	Total Objection	%	Volume Total	%
Concurrence	291	266	**94**	25	**69,44**	291	**91,22**
Entente directe	28	17	**6**	11	**30,56**	28	**8,78**
Total général	**319**	**283**	**100**	**36**	**100**	**319**	**100**

Source : DGCMP Cf. Synthèse Annexe 2, Annexe 4 et Annexe 5

Tableau 18 : Aperçu général sur le rapport gré à gré concurrence en valeur au cours de 2016

Mode de passation	Valeur projets engagés	Total ANO	%	Total Objection	%	Montant Total	%
Concurrence	288 030 954 460	258 725 883 610	**18**	29 305 070 850	**91**	288 030 954 460	**19,2**
Entente directe	1 214 049 620 664	1 210 976 209 499	**82**	3 073 411 165	9	1 214 049 620 664	**80,8**
Total général	**1 502 080 575 124**	**1 469 702 093 109**	**100**	**32 378 482 015**	**100**	**1 502 080 575 124**	**100**

Source : DGCMP *Cf. Synthèse Annexe 2, Annexe 4 et Annexe 5*

Tableau 19 : Récapitulatif des indicateurs de base en 2016

Taux de PAPM validés	**48,68%**
Part des marchés passés par concurrence en volume	**91,22%**
Part des marchés passés par concurrence en valeur	**19,2%**
Part des marchés passés par entente directe en volume	**8,78%**
Part des marchés passés par entente directe en valeur	**80 ,8%**

CONCLUSION

Au terme du présent rapport d'activités, il ressort que la pratique de la passation des marchés, au regard des résultats reportés ci-dessus s'améliore progressivement.

Les résultats ne sont pas parfaits, mais 2016 a néanmoins enregistré moins d'objections surtout en ce qui concerne la pratique de la concurrence qui représente un taux de 91,22% contre 8,78% pour le recours à l'entente directe.

Ces résultats sont le signe qu'avec un peu de rigueur et de discipline associés à de la persévérance, notre système peut très rapidement devenir performant.

ANNEXES :

Annexe 1 : Fiche des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et Demandes de Proposition (DP) validés

Annexe 2 : Fiche des ANO pour conclusion des Marchés

Annexe 3 : Liste des Projets de Marchés en cours d'Approbation

Annexe 4 : Fiches des objections accordées

Annexe 5 : Fiche des autorisations spéciales délivrées en 2015

Annexe 6 : Suivi des modalités d'exécution des marchés publics (liste des marchés contrôlés)